La forêt amazonienne et ses habitants en danger

Partage international nº 385 – Septembre 2020

par Thiago Staibano Alves

La forêt amazonienne brésilienne s'étend sur 3,4 millions de km², soit à peu près la superficie de l'Inde, et produit 20 % de l'oxygène mondial. C'est la plus grande forêt tropicale humide du monde, et elle abrite environ 40 000 espèces de plantes et 1 300 espèces d'oiseaux. Cette forêt tropicale humide abrite également plus de 30 millions de personnes et plus de 10 % de la biodiversité mondiale. C'est l'un des plus grands « remparts » contre la crise climatique, car les arbres absorbent le dioxyde de carbone.

Le gouvernement Bolsonaro est responsable de la plus grande augmentation de la déforestation et des incendies en Amazonie dans l'histoire du Brésil. Il s'en prend aux lois de protection de l'environnement et néglige délibérément ses populations indigènes. Il a continué à menacer et à assassiner des militants écologistes et à éliminer les populations indigènes de la région. En juin 2020, le pays a connu une augmentation de 10,6 % de la dévastation des forêts par rapport à juin 2019. Au cours du premier semestre 2020, cette augmentation a été de 25 % par rapport à la même période de 2019, atteignant 3 069 km², soit une superficie équivalente à deux fois la taille de la ville de São Paulo, ou un peu plus que la taille du parc national de Yosemite (3 028 km²). En 2019, selon l'ONG *Global Witness,* le Brésil a connu un tiers de toutes les pertes de forêts tropicales dans le monde.



Photo : Mark Goble, CC BY 2.0, via flikr

La forêt amazonienne est l'un des plus grands « remparts » contre la crise climatique, car les arbres absorbent le dioxyde de carbone.

Lois édulcorées, populations et forêts sacrifiées

La progression de la dévastation forestière est étroitement associée au relâchement ou à l'affaiblissement de certaines politiques environnementales rendues possibles sous la gestion actuelle du ministre de l'environnement, Ricardo Salles. Les amendements apportés aux lois suppriment la protection des populations indigènes de la région dont le mode de vie si étroitement associé à la forêt est l'un des principaux facteurs de conservation et de protection de la forêt tropicale. Parmi les mesures adoptées par le gouvernement actuel, il en est une qui permet l'occupation, l'exploitation et la commercialisation des terres indigènes. Une autre, mettant en danger les zones peuplées de la région, permet d'utiliser des pesticides à proximité de villages et autres agglomérations. Le gouvernement a également opposé son *veto* à un projet prioritaire visant à protéger les populations indigènes contre la Covid-19, exigeant que l'Etat fournisse l'eau potable, l'hygiène et lits d'hôpitaux à ces populations, ce qui rend la situation de ces communautés encore plus précaire en pleine pandémie. En outre, il a encouragé une diminution massive du budget du ministère de l'Environnement, ce qui limite le pouvoir des agences chargées de surveiller les brûlis illégaux et la déforestation.

Enfin, le Congrès brésilien examine toujours des lois qui, si elles sont approuvées, favoriseront un assouplissement des règles d'octroi de licences environnementales, afin de permettre l'exploitation de nouveaux projets de construction dans la région.

Il est important de noter que nombre de ces mesures ont été prises au beau milieu de la pandémie, le ministre de l'Environnement lui-même ayant déclaré que « *l'on doit se servir de la pandémie pour* « assouplir » *les lois environnementales du pays* », calculant que, l'attention des médias étant focalisée sur le nombre de décès et de nouveaux cas de virus dans le pays, peu d'attention serait accordée à ces mesures.

Des militants écologistes menacés de mort

En réponse, les organisations sociales et écologistes du Brésil ont commencé à s'opposer fortement aux politiques du gouvernement actuel, et des manifestations ont lieu depuis 2019 dans les principales villes du pays, souvent avec le soutien de manifestants d'autres régions du monde.

Malheureusement, cela a également conduit à une réaction violente de la part de ceux qui profitent de la déforestation : selon l'ONG *Global Witness,* le Brésil est le troisième pays au monde le plus meurtrier pour les militants et défenseurs de l'environnement. Rien qu'en 2019, on a dénombré 24 décès parmi les militants écologistes, dont 90 % dans la région amazonienne. L'un des cas les plus dramatiques est celui de Paulo Paulinho Guajajara, un important leader indigène guajajara, âgé de 26 ans, assassiné en 2019. En 2020, quatre autres dirigeants indigènes guajajaras ont été tués.

La nature du lien entre la destruction de l'environnement et la propagation des maladies zoonotiques est avérée. Les populations indigènes étaient déjà conscientes de la menace d'une pandémie avant même la Covid-19. Grâce à leurs connaissances traditionnelles et à leur relation avec le monde naturel, ils savent que la destruction de l'environnement peut contribuer à la propagation de maladies.

Il est important de protéger les peuples indigènes et leurs connaissances. Leurs territoires abritent 80 % de la biodiversité mondiale et ils peuvent nous apprendre beaucoup sur la manière de rééquilibrer notre relation avec la nature et de réduire le risque de futures pandémies.

Brésil **Auteur** : Thiago Staibano Alves, correspondant de Share International, résidant à São Paulo (Brésil).
Sources : Ecowatch.com ; elpais.com ; businessinsider.nl
Thématiques : environnement
Rubrique : De nos correspondants